



## ARRÊTÉ DE POLICE

### Le Gouverneur de la province de Liège

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1er, e) ;

Vu la déclaration de l'OMS de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;

Vu l'article 128 de la loi provinciale du 30 avril 1836 ;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que représente le nouveau coronavirus pour la population belge ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 20 mars 2021 ;

Vu l'arrêté de police du 8 mars 2021 relatif à l'organisation des funérailles ;

Vu la demande du Gouvernement wallon, représenté par le Ministre du logement, des Pouvoirs locaux et de la ville, laquelle relaie les demandes exprimées par la Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres ainsi que les représentants des crématoriums wallons ;

Considérant le principe de précaution qui implique que lorsqu'un risque grave et potentiel ayant un certain degré de probabilité a été détecté, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures de protection urgentes et provisoires au niveau le plus approprié pour ce faire ;

Considérant que la Belgique se trouve en situation de lockdown, ce qui implique qu'une extrême prudence reste de mise ;

Considérant les difficultés des entreprises de pompes funèbres et des établissements crématoires à assurer le respect des mesures sanitaires en vigueur ;

Considérant que le non-respect potentiel de ces mesures fait courir un risque majeur aux membres du personnel des entreprises de pompes funèbres dans l'exercice de leurs missions ;

Considérant qu'en sus, les rassemblements de personnes à un même endroit favorisent la propagation du virus de sorte qu'ils doivent être strictement réglementés, sous toutes les formes qu'ils peuvent revêtir ;

Considérant que la saturation des entreprises de pompes funèbres et des établissements crématoires commence à être atteinte ou est déjà dépassée, en fonction de la localisation ;

Qu'il est, dès lors, indispensable de prendre des mesures destinées à éviter la saturation de ces services ;

Considérant l'avis du GEMS du 23 février 2021 mettant en évidence l'impact sur la santé mentale, notamment concernant la difficulté à faire le deuil de proches ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures afin d'assurer l'exercice des missions liées aux pratiques funéraires dans des conditions sanitaires maîtrisées et, partant, assurant la pérennité de ce service indispensable ;

Considérant que la situation sanitaire est évaluée régulièrement, que cela signifie qu'un retour à des mesures plus strictes ou plus souples n'est jamais exclu ;

## **ARRÊTE**

### **Section 1 : Dispositions**

**Article 1<sup>er</sup>** – Le transport de tout défunt ne peut être réalisé que par les entreprises de pompes funèbres agréées et à destination d'une chambre mortuaire qu'elles abritent. Tout repos du corps du défunt à domicile et tout retour du corps vers son domicile ou vers un autre domicile privé sont strictement interdits.

**Article 2** – Les périodes de visites ou de condoléances sont limitées à deux périodes s'étendant sur une plage horaire maximale de deux heures.

Pour l'organisation desdites périodes, l'entreprise de pompes funèbres veille à mettre à disposition le salon funéraire le plus vaste dont elle dispose afin de pouvoir assurer le respect des règles de distanciation sociale.

**Article 3** – Un maximum de 50 personnes, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, le ministre du culte ou les officiants ou maîtres de cérémonie non-compris, est autorisé à participer aux funérailles d'un défunt, à partir de sa sortie du funérarium, jusqu'à l'inhumation ou à la crémation. En cas de demande d'organisation d'une cérémonie confessionnelle ou non-confessionnelle, l'entreprise de pompes funèbres veille à répondre favorablement au souhait exprimé par la famille ou les ayants droits du défunt. Toute cérémonie dans un lieu confiné est strictement organisée selon les limites fixées par l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

**Article 4** – Les réceptions après funérailles ne sont pas autorisées.

### **Section 2 : Champ d'application**

**Article 5** – Le présent arrêté s'applique sur le territoire des communes francophones de la province de Liège.

### **Section 3 : Exécution**

**Article 6** – Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

**Article 7** – Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

**Article 8** – Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées des peines prévues à l’article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 mars 1818, modifiée par les lois du 5 juin 1934 et du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs.

**Article 9** – Le présent arrêté sera publié au Bulletin provincial et notifié par courriel.

1° Pour disposition :

- a. Aux Bourgmestres francophones de la province de Liège, chargés de l’afficher sans délai aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles ;
- b. A Messieurs les Chefs de corps des zones de Police locale francophones de la province de Liège ;
- c. A Messieurs le Directeur coordinateur administratif de la Police fédérale de Liège ;
- d. A Monsieur le Procureur du Roi de Liège.

2° Pour information :

- a. Au Premier Ministre ;
- b. A la Ministre fédérale de l’Intérieur ;
- c. Au Ministre fédéral de la Santé publique ;
- d. Au Ministre-Président de la Région wallonne ;
- e. Au Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville de Wallonie ;
- f. Au Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- g. Au Ministre-Président de la Communauté germanophone ;
- h. Au Centre de Crise national ;
- i. Au Centre de Crise régional ;
- j. À la Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres ;
- k. À l’ensemble des entreprises de pompes funèbres de la province de Liège (via les Bourgmestres) ;
- l. À l’ensemble des établissements crématoires de la province de Liège (via les Bourgmestres).
- m. Au Collège provincial de Liège.

**Article 10** – Un recours en annulation, ainsi qu’un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d’Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d’Etat du 12 janvier 1973.

#### **Section 4 : Dispositions finales et abrogatoires**

**Article 11** – Le présent arrêté abroge et remplace l’arrêté de police du 8 mars 2021 relatif à l’organisation des funérailles.

Fait à Liège, le 22 mars 2021.



Hervé JAMAR